

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477, boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SCTA

Le Champ de la mare
GUILBERVILLE
50160 Torigny-les-Villes

Références : 2023.275
Code AIOT : 0005305112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SCTA implanté Le Champ de la mare GUILBERVILLE 50160 Torigny-les-Villes. L'inspection a été annoncée le 10/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCTA
- Le Champ de la mare GUILBERVILLE 50160 Torigny-les-Villes
- Code AIOT : 0005305112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière (grès rouge, gris et blanc) du "Champ de la Mare" sur le territoire de la commune de Torigny-les-Villes a été autorisée par un arrêté préfectoral du 17 mars 2006 pour une durée de 30 ans et un tonnage maximal annuel de 350 000 tonnes et un tonnage réel actuellement de 150 000 tonnes environ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- modalités d'exploitation (découverte, fronts)
- rejets aqueux
- prévention des pollutions par des liquides dangereux
- plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement (PSE)
- plan de gestion des déchets (PGD)
- suivi des tirs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	prévention des pollutions - rétention dans l'atelier	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 16.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	qualité de l'air - PSE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	tirs de mine - vibrations	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 17.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Stabilité des fronts	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Exploitation - cote minimale de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 30	/	Sans objet
3	Exploitation - Déboisement - décapage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 27-28	/	Sans objet
5	prévention des pollutions - ravitaillement et entretien des véhicules	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 16.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	tirs de mine – vibrations	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 17.4	/	Sans objet
11	classement rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 1	/	Sans objet
12	rejets d'eau – autocontrôle	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 16.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'examiner les modalités d'exploitation (limites physiques d'exploitation, décapage /défrichement à l'avancée) et de gestion des entreposages de liquides dangereux au niveau de l'atelier (rétention, aire étanche, entretien).

Le phasage prévisionnel établi en 2006 n'est pas respecté et doit être révisé. De même, les modalités de rejet des effluents aqueux ne correspondent pas aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Le plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement et le plan de gestion des déchets inertes d'extraction nécessitent quelques mises à jour mineures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour et transmission du plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Constats : Un plan d'exploitation à jour à l'échelle 1/1000 a été adressé le 31 mars 2023 en remplacement du précédent reçu en mars 2022. Y figurent : le périmètre d'exploitation, les bornes représentatives de ce périmètre, les altitudes des points représentatifs, les fronts et les bords de fouille, les bâtiments et les abords du site. L'exploitation ne respecte pas le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a précisé que le plan de phasage présenté dans la demande d'autorisation avait été bâti sur la base des informations partielles fournies par l'ancien exploitant et son plan de phasage. En application de l'article R 181-46 du code de l'environnement, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet une modification du phasage d'exploitation conforme à l'exploitation actuelle. Le cas échéant, le plan de remise en état à l'échéance 2036, également annexé à l'arrêté d'autorisation, sera révisé et les garanties financières recalculées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Exploitation - cote minimale de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, cote minimale de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre est limité à 3, sauf en façade sud-est où ils seront au nombre de 4. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 190 m NGF.
Constats : Sur la base du plan mentionné au point de contrôle n° 1, l'exploitant a pu démontrer sur quelques points représentatifs (fronts) choisis par les inspecteurs, que la plupart des gradins avaient une hauteur maximum d'environ 15 m et que la côte minimale était de +194 mNGF. Deux gradins sont actuellement visibles et exploités. L'exploitant a précisé qu'il procède à des tirs « cratère » jusqu'à la cote +190m NGF pour y stocker ses stériles de production. Les inspecteurs ont relevé que le second gradin situé en angle au sud-est faisait une vingtaine de mètres. L'exploitant a indiqué qu'il procéderait au remblayage du pied de ce front de manière à ce que la hauteur respecte la limite réglementaire. Suite à l'inspection, l'exploitant a procédé de façon réactive au remblayage du pied de ce gradin, afin que la hauteur de ce front ne dépasse plus 15m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation - Déboisement – décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 27-28
Thème(s) : Risques chroniques, Déboisement - décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déboisement et le défrichage éventuels des terrains doivent être réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a précisé que le déboisement était effectué par bande parallèlement en fonction de l'avancée du front vers l'est. Les inspecteurs ont constaté que la zone actuellement déboisée et non-décapée était limitée à une dizaine de mètres. Le reste est constitué d'un bois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : prévention des pollutions - rétention dans l'atelier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétention dans l'atelier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention [...]. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totales des fûts associés sans être inférieures à 1000 litre ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention.
Constats : Depuis la précédente inspection, l'entreposage de liquides et solides dangereux sous l'auvent de la zone atelier a été revue : les fûts d'huile de 200 L sont à présent entreposés verticalement et regroupés par quatre pour une même rétention. L'exploitant n'a pas été en mesure de garantir que le volume de chacune de ces rétentions était d'au moins 800 L. L'exploitant doit justifier que le volume des rétentions correspond au volume requis, fonction du nombre de fûts présents. Les inspecteurs ont également noté la présence d'un peu d'eau au fond des rétentions. L'exploitant a précisé que ce volume provenant des eaux météoriques était limité, contrôlé régulièrement par le personnel de la carrière mais sans qu'une ronde soit formalisée et qu'une vidange environ annuelle était réalisée. Les bordereaux de suivi de déchets des enlèvements du 17/03/2023, 9/02/2022 et 2/06/2021, correspondant au pompage des rétentions, du contenu du séparateur d'hydrocarbures de l'aire d'entretien des engins et de la cuve d'huiles sages ont été consultés. L'exploitant a précisé que le projet de déménager l'atelier, évoqué en 2016 n'avait pas été mené. Enfin, les inspecteurs ont relevé, dans l'un des bungalows d'entreposage des liquides dangereux, la présence d'un carton vide (combustible) posé sur des fûts d'huile. L'exploitant a justifié post inspection que ce carton avait été retiré.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : prévention des pollutions - ravitaillement et entretien des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, ravitaillement et entretien des véhicules sur une aire étanche
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.
Constats : Les inspecteurs ont observé que l'opération de maintenance du concasseur mobile secondaire (LT 200 HP) était réalisée sur l'aire dédiée de la zone de l'atelier. Cette aire est constituée d'une dalle béton sans fissure apparente dont la pente permet de diriger les liquides répandus vers un regard au centre de l'aire. Les documents de traçabilité d'élimination des déchets ont été consultés (cf pdc n° 4). La fréquence d'entretien est annuelle. La trappe d'accès au séparateur n'a pas pu être ouverte le jour de l'inspection de sorte que l'état de saturation de l'équipement n'a pas pu être observé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement (PSE)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</p>
<p>Constats : Un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement (PSE) a été mis en place mais n'a pas été consulté durant l'inspection. Il comprend 3 points de mesures disposés sur le site (supports des jauges Owen constatés in situ pas les inspecteurs).</p> <p>L'exploitant a indiqué la présence d'une habitation au sud du site, de l'autre côté du merlon périphérique. Il considère que la jauge n°2 disposée au sud du site permet de surveiller les retombées de poussières dans les habitations situées, plus au sud dans le rayon de 1500 m des limites de propriété. L'exploitant doit justifier dans son PSE l'emplacement de cette jauge pour la surveillance des retombées de poussières au niveau des plus proches habitations sous les vents dominants, notamment ceux de secteurs ouest et nord-ouest. Le PSE devra également s'assurer que tous les bâtiments de classe (b) situés dans ce rayon sont surveillés et justifier l'absence de surveillance des autres (topographie, écrans végétaux...).</p> <p>L'exploitant a remis le jour de l'inspection le rapport annuel 2023 concernant les données 2021 et 2022. Il est rappelé que conformément à l'article 19.9 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, ce bilan doit être transmis à la DREAL, de préférence sous format numérique, avec tous les commentaires nécessaires et avant le 31 mars de chaque année.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une station météo sur site avait été utilisée lors des dernières campagnes de prélèvements mais qu'il avait décidé d'utiliser des données des stations météo les plus proches, ce qui ne répond pas aux dispositions de l'article 19.8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 qui prévoit comme seule alternative à une station météo sur site, l'abonnement à des données corrigées. Compte tenu de la topographie du site et de l'éloignement des stations METEO FRANCE les plus proches (Carpiquet, Avranches), l'exploitant devra donc souscrire pour les prochaines campagnes un tel abonnement. Ces données pourront être validées par comparaison avec une station météo sur site lors de la première des prochaines campagnes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : tirs de mine – vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 17.4
Thème(s) : Risques chroniques, mesure des vibrations lors d'un tir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.</p> <p>L'exploitant avertit les riverains situés dans un rayon de 300 mètres autour de la carrière, ou leur représentant, le maire de la commune de Guilberville et l'inspection des installations classées au moins 24 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.</p> <p>Constats : Les enregistrements des mesures de vibrations pour les deux derniers tirs, du 21 octobre 2022 et du 24 janvier 2023, ont été présentés et montrent des valeurs conformes aux valeurs limites.</p> <p>Le registre a également été présenté. Il comprend les données techniques de chaque tir (plan de foration, coupe de remplissage, détail des quantités d'explosif et détonateurs utilisés ou repris en consignment pas le fournisseur EPC, plan de séquençage d'amorçage).</p> <p>Le registre comprend également une copie du courrier transmis à la mairie et à la DREAL (ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr) en amont de chaque tir. Ces courriers précisent les points de pose des sismographes. En revanche, l'exploitant n'a pas montré comment il prévenait également les riverains situés dans un rayon de moins de 300 m. L'exploitant doit préciser les modalités retenues pour alerter 24 h à l'avance au moins ces riverains.</p> <p>Lors de l'inspection de 2016, l'inspecteur avait demandé l'aménagement d'un point de mesure à proximité de l'antenne-relais et du réservoir d'eau situés au sud est du site, en substitution d'une fondation militaire ancienne située au même endroit. Cette aire bétonnée a bien été aménagée mais les inspecteurs ont relevé que le sismographe positionné sur cette aire lors des deux derniers tirs ne s'était pas déclenché. L'exploitant a précisé que ce sismographe était lesté et non scellé sur le béton lors de son utilisation. L'exploitant doit examiner, avant le prochain tir, les raisons de cette absence de déclenchement du sismographe lors des deux derniers tirs et mettre en place les actions correctives permettant de réaliser une mesure lors du prochain.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : tirs de mine – vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 17.4
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel des tirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.</p> <p>Constats : Le bilan des tirs 2022 a été adressé à la DREAL le 24 février 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets – zones de stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis à disposition des inspecteurs le PGD dans sa version de janvier 2022.</p> <p>le PGD identifie les déchets inertes d'extraction produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> •stériles de découverte dont une partie antérieure à 2006, •stériles de production (scalpage primaire, criblage), •boues de décantation. <p>L'article 1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 définit les zones de stockage des DIE comme les zones de stockage supérieur à 3 ans à l'exception des stockages ayant un usage (piste, merlons acoustique ou paysagers...) et des dépôts définitifs dans le trou d'excavation pour la remise en état.</p> <p>L'exploitant a précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les stériles de production sont replacés en fond de fosse dans des trous creusés au-dessus de la cote + 190mNG. Il ne s'agit donc pas d'une zone de stockage au sens de l'article 1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 ; • que les stériles de découverte et les boues de décantation sont entreposés sur le merlon Nord ; • qu'un petit merlon végétalisé était situé au Nord-Est. Il représente le dernier morceau d'un merlon plus important constitué de stériles de découverte anciens et sera déplacé lors de l'avancement du front ; • que le merlon situé au Sud était un merlon paysager constitué dans le prolongement d'un merlon initié par l'exploitant précédent et avec les matériaux qui avaient servi au réaménagement avant 2006 ; • que le merlon situé à l'Ouest était un merlon paysager constitué avec les stériles de production. <p>Les inspecteurs ont noté que le PGD :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n'avait pas identifié comme zone de stockage le petit merlon au Nord-Est alors qu'il n'a pas d'usage définitif ; - précisait que les merlons périphériques (N, S et O) seraient utilisés pour le réaménagement à la fin de l'exploitation. - identifiait certaines zones de stockage actuelles mais pas celles des stériles qui seront produits lors de la prochaine opération de découverte, si elles ne sont pas stockées définitivement dans le cadre des opérations de remise en état prévues. <p>L'exploitant doit réviser son PGD pour mettre en cohérence le descriptif (fiches de synthèse et figure 12, en particulier) et les pratiques de terrains décrites le jour de l'inspection et prévues dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>En complément, l'exploitant doit confirmer que le plan de remise en état figurant dans le dossier de demande d'autorisation et prescrit dans l'arrêté préfectoral du 17/03/2006, intègre les merlons situés au Nord, à l'Est et au Sud. Le cas échéant, il est rappelé que toute modification notable doit être portée à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des quantités stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le point de contrôle n°9 a mis en évidence que les zones de stockages, telles que définies à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, nécessitaient une révision du PGD. Les inspecteurs ont relevé : - que le plan topographique d'exploitation ne permettait pas de localiser les zones de stockages ; - que le plan figurant dans le PGD ne localisait pas la zone de stockage constituée du petit merlon de stériles situé au Nord-Est. - que les quantités réellement stockées n'étaient précisées nulle part. - que les merlons situés en limite de propriété Sud et Ouest étaient anciens, végétalisés et ne présentaient pas de signe apparent d'instabilité. L'exploitant doit localiser sur un plan et suivre les quantités des zones de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : classement rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, volume maximum d'activité- rubrique 2515
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation porte sur les activités suivantes : 2515-1 BROYAGE, CONCASSAGE, CRIBLAGE, ENSACHAGE, PULVERISATION, NETTOYAGE, TAMISAGE, MELANGE DE PIERRES, CAILLOUX, MINFRAIS ET AUTRES PRODUITS MINERAUX NATURELS OU ARTIFICIELS Puissance installée : 800 kW
Constats : L'exploitant a précisé que le concasseur primaire F1107 avait été vendu. Les inspecteurs ont consulté les plaques d'identification des engins qui précisent notamment les puissances des équipements : 90 kW pour le concasseur LT 105 et 310 kW pour le concasseur secondaire LT 200 HP. Les inspecteurs ont noté la présence en plus d'un scalpeur et d'un crible dont les puissances n'ont pas été relevées. L'exploitant a précisé que les effectifs disponibles sur site ne permettaient pas de faire fonctionner plus de deux équipements simultanément.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 16.4
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux rejetées aux points identifiés ci-dessus font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les inspecteurs ont noté que depuis 2020, une seule mesure annuelle était réalisée. Ils ont consulté un tableau de synthèse des résultats depuis 2010 ainsi que les rapports d'analyse des campagnes de juillet 2020, août 2021 et juillet 2022 et n'ont relevé aucune incohérence ou non-conformité.</p> <p>Sur le terrain, ils ont observé le rejet final des eaux du site après traitement (décantation naturelle dans plusieurs bassins en cascade) ; il s'effectue dans un fossé en bord de RD 174 et pas dans la Vire comme le mentionne l'arrêté préfectoral. Ils ont également constaté l'absence de canal de mesure de débit normalisé.</p> <p>L'exploitant a précisé que le fossé se jetait dans un bassin de collecte des eaux de l'A84 situé en contre-bas. L'exutoire de ce bassin est inconnu (pas dans la Vire située à plus 3 km du bassin et du site). Il a également indiqué qu'aucun rejet dans le fossé n'avait été observé depuis au moins 2016, même en cas de fortes pluies. Le bassin final est muni d'un limiteur de débit (40m3/h) mais n'a jamais fonctionné car les effluents s'infiltrent dans le bassin final. Les effluents à analyser sont prélevés dans un bassin intermédiaire avant traitement final par décantation.</p> <p>L'exploitant doit procéder à une mesure semestrielle des effluents. Les conditions de rejet étant différentes de celles présentées lors de la demande d'autorisation environnementale, et reprises dans l'arrêté préfectoral du 17/03/2006, il convient de porter cette modification à la connaissance du préfet en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Stabilité des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, géotechnique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité.</p> <p>Constats : Les inspecteurs ont relevé que le gisement était localement constitué de couches d'argiles et présentait une fracturation importante. La partie Nord du front est très argileuse ; le front du second gradin est partiellement effondré.</p> <p>En réponse aux inspecteurs, l'exploitant a précisé qu'aucune étude géotechnique n'avait été réalisée sur le site depuis 2005. En particulier, les réseaux de failles principaux n'ont pas été recensés. Il a précisé que le gisement était traversé par une lentille d'argile.</p> <p>L'exploitant doit justifier que les fronts exploités ne présentent pas d'instabilité. À cet effet il pourra réaliser une étude géotechnique comportant notamment une analyse des propriétés mécaniques des roches représentatives des différentes zones du front, dont l'extrême nord, ainsi que l'identification des principaux réseaux de failles pour en déduire les modes de rupture prévisibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois